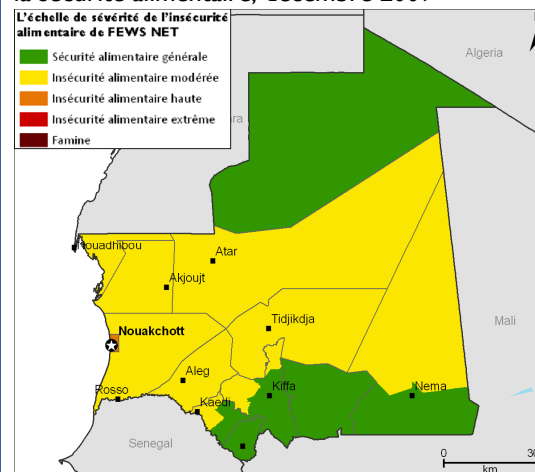


MAURITANIE Perspective sur la sécurité alimentaire Janvier à Juin 2010

- Les conditions actuelles de la sécurité alimentaire sont normales pour la saison. Dans la plupart des zones rurales, la hausse du prix des petits ruminants, surtout en cette période de fête de Tabaski permet encore de contenir la hausse du prix des denrées alimentaires. Toutefois, la forte réduction des cultures irriguées dans la vallée du fleuve faute de crédit agricole aura comme résultat la dégradation de la sécurité alimentaire vers une insécurité alimentaire modérée à haute de mars à juin.
- La dégradation saisonnière des pâturages sera accentuée cette année dans l'ouest, le nord, et le centre de la zone agropastorale, aussi bien qu'à Aoujeft et Tichit suite à une mauvaise pluviométrie. La baisse conséquente de l'embonpoint va forcément entrainer une dépréciation de la valeur marchande des animaux et conduire à une détérioration des termes d'échange bétail à céréale en défaveur des éleveurs.
- Les niveaux d'insécurité alimentaire restent élevés dans les quartiers périphériques et les bidonvilles de Nouakchott et Nouadhibou. La baisse des revenus, causée par la morosité du secteur informel fait que les ménages pauvres et moyens ont de plus en plus des difficultés à accéder aux denrées alimentaires. Ils ont déjà commencé à sauter des repas, à recourir à des produits de seconde valeur nutritive et même à vendre des biens propres. Le nombre croissant de mendiants dans les rues (avec une forte augmentation des femmes) est un indicateur assez expressif de la crise qui menace depuis l'arrêt des programmes sociaux. Cette situation perdurera jusqu'en juin et même au-delà, tant que le contexte économique n'aura pas connu une évolution positive ou que des programmes sociaux, améliorant les conditions d'accès alimentaire, ne seront pas développés, au profit de ces couches.

Figure I. Estimation des conditions actuelles de la sécurité alimentaire, décembre 2009

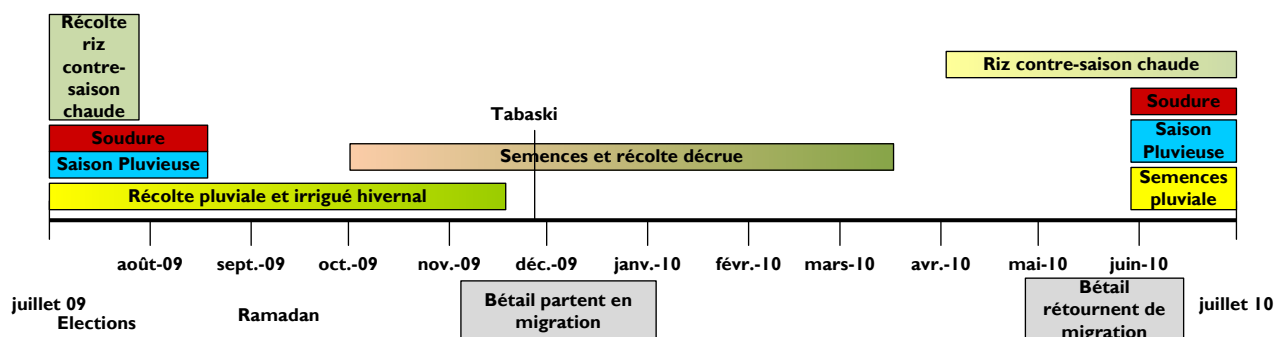


Pour plus d'informations sur l'échelle d'insécurité alimentaire de FEWS NET, visitez: www.fews.net/FoodInsecurityScale

Source : FEWS NET

Source : FEWS NET

Calendrier saisonnier et événements critiques



Source : FEWS NET

Conditions actuelles de la sécurité alimentaire

En 2008, les évaluations réalisées par le PAM et le CSA, en accord avec celles de FEWS NET, concluaient qu'environ 480.000 personnes étaient en insécurité alimentaire dans les zones rurales et environ 20.000 personnes l'étaient dans les quartiers pauvres des villes. A la suite des bonnes conditions naturelles de cette année une enquête conjointement menée, par le PAM et le CSA en mai-juin 2009 estimaient que l'insécurité alimentaire avait fait un recul. En décembre 2009 seules 420.000 personnes restaient en insécurité alimentaire dans les zones rurales. Sur ce total qui représente environ 21 pourcent de la population rurale du pays, environ 173.000 seraient en insécurité alimentaire sévère et 247.000 en insécurité alimentaire modérée. De cette même enquête il ressort que l'insécurité alimentaire urbaine est en hausse. Environ 3.4 pourcent de la population urbaine (qui représente plus de 56 pourcent de la population du pays), soit plus de 33.000 personnes, seraient en insécurité alimentaire contre 20.000 identifiées en 2008.

Sans nous appesantir sur le contenu des expressions « insécurité alimentaire sévère » et « insécurité alimentaire modérée » qui peuvent ne pas se marier avec ceux de notre échelle, nous retiendrons que comparativement à l'année 2008 la population en insécurité alimentaire est en baisse de 12 pourcent dans les zones rurales mais en hausse de 60 pourcent dans les zones urbaines. Cela veut dire que malgré la hausse des prix des denrées alimentaires, les effets de la crise financière sur le secteur tertiaire du pays, les difficultés d'accès aux semences, les attaques de sautereaux, la forte pression aviaire et la médiocrité des conditions pastorales, les conditions de disponibilité, d'accès, et d'utilisation alimentaire de certains ménages ruraux pauvres et moyens se sont relativement améliorées.

Malgré la continuation des contrôles de prix des denrées alimentaires de base à Nouakchott, cette amélioration reste cependant fragile avec l'arrêt du programme gouvernemental des boutiques ramadan. Les sources de revenus se sont amoindries avec les méfaits de la crise financière. Toute perturbation de ces marchés causée soit par la perte des cultures de décrue (invasion acridienne ou par la sésamie) soit par une insécurité (pour les régions du nord et du centre), soit par une suppression des flux transfrontaliers, peut se traduire par une forte dégradation des conditions actuelles de la sécurité alimentaire surtout dans les bidonvilles et les quartiers pauvres des grandes villes (Nouakchott et Nouadhibou).

Les marchés de toutes les zones de moyens d'existence sont toujours bien approvisionnés en denrées alimentaires importées mais les prix des principaux aliments, bien que stables, restent élevés par rapport à la normale pour la plupart des ménages dont les revenus connaissent une constante régression en raison de la morosité de tous les secteurs économiques du pays. L'affluence de biens familiaux dans les marchés de ces quartiers, le nombre croissant des mendiants avec une importante participation féminine constituent des indicateurs assez éloquents de la dégradation des conditions d'accès alimentaire dans les quartiers urbains. Les conditions actuelles de la sécurité alimentaire sont normales pour la saison.

Dans la zone de cultures pluviales (6), les récoltes des cultures pluviales (mil, sorgho, niébé et maïs) sont pratiquement achevées. Malgré la forte pression aviaire elles s'inscrivent dans une tendance relativement proche de celle d'une année normale. Dans un tel contexte les ménages peuvent couvrir cinq à six mois de leurs besoins en céréales. Ce théorique taux de couverture peut être considérablement réduit, surtout dans le sud-est de la zone où de nombreux ménages pauvres ont dû s'endetter, pendant les précédentes périodes de soudure, sur hypothèque de leur future production. Dans la partie occidentale de cette zone, la majeure partie du *walo* exploitable en décrue naturelle ou contrôlée c'est mise en culture.

Dans la zone agropastorale (5) Le sud et l'est de cette zone sont en sécurité alimentaire. Les récoltes du pluvial ont été bonnes et la situation pastorale demeure satisfaisante. Les transhumances actuelles en direction du Mali sont beaucoup plus dictées par des stratégies pastorales que par des craintes de déficits de pâturages. Par contre dans le nord et l'ouest de cette zone le déficit de pâturages a fragilisé les pauvres et moyens ménages d'éleveurs qui ont déjà commencé leur migration vers l'est et le sud de la zone. Les stratégies adoptées (vente de petits ruminants, emprunts, exode etc..) permettent à peine aux ménages d'assurer leurs repas quotidiens.

Dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal (7), l'inexploitation de la majeure partie du secteur irrigué suite à la décision inattendu du gouvernement de suspendre son programme de crédit agricole s'est traduite par une prolongation de la dépendance des marchés dans tout le centre et l'ouest de cette zone. Rappelons que les dernières récoltes de cette zone remontent à novembre 2008 et que les mauvaises conditions du *walo* d'alors n'avaient pas permis une bonne production. Par ailleurs, la baisse des flux transfrontaliers de riz causée par le rachat de 15.000 T par le gouvernement sénégalais a

considérablement réduit les disponibilités de riz, principale céréale consommée par les ménages dans la zone. La hausse du prix des petits ruminants n'arrive pas à compenser celle du riz importé et c'est essentiellement sur les apports de l'exode, les dons et les envois monétaires réalisés par les expatriés que les ménages pauvres s'appuient pour empêcher la dégradation de leur insécurité alimentaire actuellement modérée. Les espoirs fondés sur le *walo* sont en train de se réduire avec la destruction des cultures de sorgho par les sautereaux et les cantharides.

Dans la zone de transhumance pastorale (4), les parties occidentales, centrales, et méridionales sont affectées par un important déficit de pâturage et d'eau qui fait que les transhumants partis en exode depuis 2008 ne sont pas revenus et que les éleveurs en place ont des difficultés à tirer un profit alimentaire des bêtes. La multiplication des ventes par les ménages pauvres et moyens a fait chuter les prix des animaux et entraîné une dégradation des termes d'échange qui les fragilisent d'autant plus, qu'en raison de la baisse de la production du riz de la vallée du fleuve voisine, ils sont obligés de recourir au riz importé dont la ponctuelle stabilité n'est due qu'aux récoltes en cours dans les zones de production sénégalaises. Pis, ils doivent recourir à l'aliment bétail qu'ils achètent en déstockant plus d'animaux que d'habitude ou en empruntant.

Les ménages pauvres des **bidonvilles de Nouakchott et Nouadhibou** sont fortement affectés par les effets de la récession économique qui touche le secteur tertiaire du pays. C'est dans le secteur informel qui s'organisait autour de ce secteur que de nombreux ménages tiraient les ressources qui leur permettaient d'accéder aux denrées alimentaires commercialisées. Jusque là les programmes sociaux mis en place par le gouvernement et certains partenaires avaient permis d'assurer une certaine stabilité d'une sécurité alimentaire que nous avons jugée haute en raison de l'inefficience des stratégies qui obligeait les ménages à sauter des repas, à recourir à des aliments de qualité douteuse et même à se défaire de certains biens propres. Quoique le gouvernement retienne son programme de fixer les prix des denrées alimentaires de base à Nouakchott, l'arrêt du programme des boutiques Ramadan oblige les ménages à recourir aux boutiques où les prix sont plus élevés. Le seul secteur actif reste celui de la pêche artisanale qui occupe une importante portion de la population de ces bidonvilles mais son extraversion peut conduire à une dégradation de la situation actuelle, entre mars et juin, avec la croissance de la charge liée à la reprise de l'exode.

Dans la zone oasienne et pastorale du nord, à l'exception des moughataa d'Aoujeft et de Tichitt fortement handicapées par le déficit pluviométrique, les conditions pastorales sont partout bonnes. Dans ces deux moughataa, le faible niveau de remplissage des zones dépressionnaires et des oueds va affecter les cultures de décrue (bas fonds) qui sont fondamentales pour les ménages pauvres. Par ailleurs, en raison des difficultés d'approvisionnement liées à la fois aux problèmes de transport (routes progressivement plus mauvais d'année en année) et à la recrudescence de l'insécurité, les prix des produits sont les plus élevés du pays. Ici les ménages pauvres sont confrontés à la fois à une baisse de leur production, à une faible disponibilité en produits importés et à une diminution des revenus du tourisme. Les informations collectées auprès de notre enquêteur (Aoujeft) et de la délégation régionale du Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Tagant s'accordent à dire que depuis novembre la sécurité alimentaire des ménages s'est légèrement dégradée dans les moughataa de Aoujeft et de Tichit. Le déficit pluviométrique a considérablement réduit les apports de l'élevage et compromis les cultures de bas fonds si fondamentales pour les ménages pauvres qui n'ont pas souvent accès aux terres des oasis. Ces derniers ont commencé à remodeler leurs systèmes alimentaires en consommant du lait en poudre, du riz local, des pâtes et des maquerelles à la place du lait frais, du blé, et de la viande. Pour cela, en plus des ventes animales, qui est fortement réduite avec la transhumance précoce, ils ont commencé à vendre des biens pour se procurer de la nourriture.

Scénario le plus probable de l'évolution de la sécurité alimentaire de janvier à juin 2010

Suite à ces conditions actuelles, les suppositions suivantes font la base du scénario le plus probable de la sécurité alimentaire de janvier à juin 2010.

- Des feux de brousse d'ampleur normale dans la zone de transhumance, et agropastorale .
- Réduction partielle des programmes de distribution gratuite de vivres selon les nouvelles directives du PAM qui s'orientent vers l'assistance programme pour des projets de développement pour l'éradication de la pauvreté.
- Prix des céréales sur le marché international légèrement élevé par rapport à la normale donnée la légère baisse de production globale sous les effets du phénomène El Niño.

- Ralentissement ou arrêt des flux transfrontaliers pour des besoins de restockage dans les pays limitrophes et sur le plan national si les nouvelles mesures sont prises visant à augmenter les taxes de vignettes, dédouanement, etc... ayant un impact sur les coûts de transport.

Dans la partie occidentale de la **zone de cultures pluviales**, la majeure partie du *walo* exploitable en décrue naturelle ou contrôlée s’est mise en culture, permettant la sécurité alimentaire actuelle à se prolonger jusqu’en juin. La pression aviaire et les attaques des déprédateurs (cantharides et sésamie), qui ont contraint les paysans à procéder à des reprises de semis, sera jugulée avant la maturation des cultures. La poursuite des actions du gouvernement par le biais des délégations de l’Agriculture devrait se poursuivre et se renforcer afin de venir à bout à ces fléaux et sauver la production.

En effet leur production couvrira environ cinq à six mois de leurs besoins, comme d’habitude. Les conditions pastorales demeurent encore satisfaisantes ; les échanges transfrontaliers ne sont entravés par aucune contrainte administrative ou fiscale ; les marchés sont bien approvisionnés et les termes d’échange restent encore favorables aux ménages. Dans un tel contexte, la période de soudure ne commencera qu’à partir d’avril, et se traduira, au plus, par une insécurité alimentaire modérée notamment au niveau des ménages pauvres qui n’auront pas les ressources nécessaires pour accéder aux denrées commercialisées.

Dans la **zone agropastorale (5)**, les parties occidentales et méridionales, beaucoup plus dépendantes des activités pastorales resteront en insécurité alimentaire modérée. La médiocrité des conditions pastorales à l’ouest et centre-nord de la zone y ait réduit l’embonpoint des animaux, qui va se traduire par une détérioration des termes d’échange en leur défaveur. Leur accès aux denrées alimentaires commercialisées va se réduire comme résultat car la dépréciation physique des animaux se reflétera sur celle des termes d’échange. Les ménages seront obligés de multiplier les ventes animales et il s’en suivra une forte chute des prix. A Boghé, principal marché de bétail de cette zone, le prix du mouton moyen est tombé de 23.000 ouguiyas à 16.000 ouguiyas malgré la forte demande de la fête de Tabaski. Les éleveurs de bovins et d’ovins vont entreprendre une transhumance précoce dès janvier (au lieu d’avril-mai) ce qui résultera dans une soudure précoce à partir d’avril au lieu de mai dans une année normale pour les familles qui restent sur place, usage de produits de substitution, et l’endettement excessif. Les ménages à dominante agricole ont reçu une bonne production du pluvial et espèrent une bonne production de bas fonds.

Dans la **zone de la vallée du fleuve (7)** le retard de l’installation de la saison des pluies, la forte réduction des cultures irriguées pour cause de suppression du crédit agricole et le dysfonctionnement des stocks alimentaires villageois de sécurité (SAVS), vont entraîner la prolongation de la période de soudure jusqu’aux prochaines récoltes en mars/avril. Les perspectives du *walo* dont la production est la principale source alimentaire des ménages pauvres et moyens seront en baisse en raison du ravage des cultures de sorgho par les sautereaux et les cantharides. Les mesures prises par le Ministère pourraient à long contenir l’action de ces prédateurs. Par ailleurs, la chute du prix des animaux de la zone agropastorale va entraîner celle des animaux de la vallée (Boghé qui est le principal marché de bétail de la zone agropastorale est situé dans la vallée). Cette chute des prix serait d’autant plus durement ressentie par les ménages pauvres car le gouvernement sénégalais a lancé un programme d’achat de 15.000 T de riz local. Cela diminuera la disponibilité et augmentera le prix du riz sénégalais (principalement consommé par ces ménages puisqu’il est nettement moins cher que le riz d’origine asiatique

Figure 3. Scénario plus probable de la sécurité alimentaire, de janvier à mars 2010

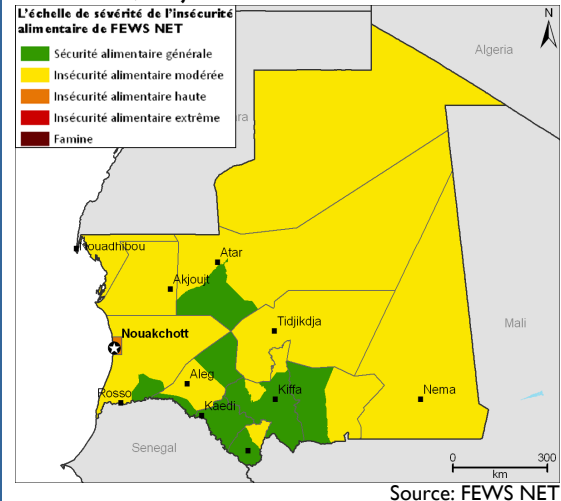
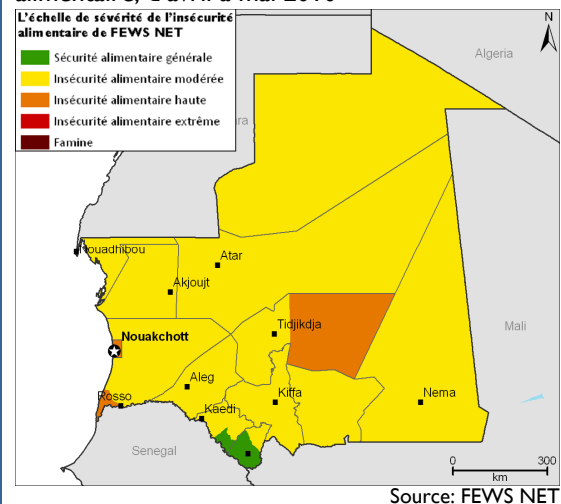


Figure 4. Scénario plus probable de la sécurité alimentaire, d’avril à mai 2010



réexporté vers la Mauritanie) entre janvier et mars. Les importants apports de la migration et la vente des petits ruminants concernent essentiellement les familles riches et moyennes dont les membres sont soit fonctionnaires ou émigrés. Ainsi, les ménages pauvres qui n'ont pas produit arriveront en générale à remplir leurs besoins alimentaires à travers l'exode, les versements, le crédit, et la diminution des dépenses sur les fêtes. Ces ménages resteront en insécurité alimentaire modérée jusqu'en novembre et même une évolution probable vers une haute insécurité alimentaire au delà de cette période si aucun dispositif de financement n'est mis en place pour permettre à ces ménages de produire de façon optimale.

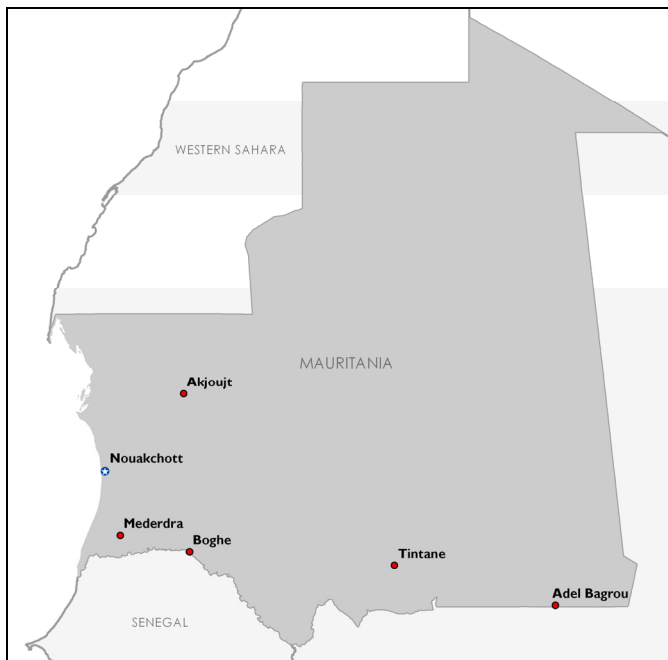
Dans la zone oasienne et pastorale du nord, le climat d'insécurité civile (l'enlèvement des étrangers) qui prévaut actuellement dans la zone n'affectera pas les systèmes d'approvisionnement. Le déficit pluviométrique de la saison froide s'est traduit par une forte dégradation des conditions pastorales et agricoles. Les ménages pauvres et moyens des zones enclavées d'Aoujeft et de Tichit vont affronter une soudure précoce à partir de mars au lieu d'avril/mai en année normale. Déjà en insécurité modérée, si la tendance haussière normale des prix se poursuit en plus d'une baisse de production attendue des cultures de bas-fonds, l'insécurité alimentaire sera haute d'ici avril - juin.

Tableau I. Événements dans les six prochains mois pouvant changer le scénario le plus probable.

Zone géographique	Événements possibles	Impacts sur la sécurité alimentaire	Probabilité *	Variables à suivre
National (avec un impact plus aigue sur la zone des cultures pluviales)	Arrêt des exportations maliennes à partir de février	Baisse de la disponibilité des céréales traditionnelles, hausse des prix des céréales, baisse d'accès des ménages pauvres agricoles aux céréales	Peu probable	Prix de céréales sur les marchés de référence frontaliers dans la zone des cultures pluviales, flux transfrontaliers
Zone agropastorale, zone oasienne et pastorale du nord, et vallée du fleuve	Attaque acridienne	Baisse de la production de la décrue, des oueds, et du walo dont les récoltes se font entre janvier et mars, baisse de disponibilité alimentaire, intensification des activités génératrices de revenu et des ventes d'animaux. Baisse de la disponibilité des pâturages, diminution de l'embonpoint, baisse des prix des animaux (et évolution des termes de l'échange animal a céréale a la défaveur des éleveurs)	Moins probable	Développement et mouvement des criquets (rapports CLAA et FAO)
Zone de transhumance, zone agropastorale	Feux de brousse d'ampleur exceptionnel	Réduction des apports alimentaires des animaux, baisse d'embonpoint des animaux, possible hausse des ventes des animaux et baisse des termes de l'échange animal à céréale afin d'acheter l'aliment de bétail	Moins probable	Bulletin de la Direction de l'Agriculture
National (avec un impact plus aigue sur la vallée du fleuve et la zone de transhumance)	Application plus stricte de la restriction sur des exportations sénégalaises de céréales	Baisse de la disponibilité de riz asiatique dans les marchés, hausse du prix de riz asiatique, qui entrainera une hausse des prix des autres céréales de substitution et une capacité légèrement diminuée d'accès des ménages pauvres aux aliments	Peu probable	Flux transfrontaliers, prix de céréales sur les marchés de référence dans la vallée du fleuve
Zone oasienne et pastorale du nord	Insécurité civile	Ralentissement des flux commerciaux avec le Maghreb, hausse des prix des denrées alimentaires, diminution des apports du tourisme, intensification de la migration urbaine pour travail	Peu probable	Rapports d'insécurité, flux des commerces avec la zone, prix des denrées alimentaires dans la zone
Le littoral	Conditions climatiques exceptionnelles telle la remontée des eaux froides connu sous le nom de <i>upwelling</i>	Forte augmentation des prises et une chute du prix des poissons, ce qui diminuera les termes de l'échange poisson à céréales, ayant un impact négatif sur la sécurité alimentaire de la zone	Peu probable	Infos Ministère de la pêche

Le littoral	Conditions météorologiques défavorables à la pêche	Diminution des prises avec pour conséquence la hausse des prix liée à la baisse de l'offre. Cela aura un effet positif sur les termes de l'échange poisson à céréales et améliorera la sécurité alimentaire de la zone	Peu probable	Infos Ministère de la pêche
La vallée du fleuve	Arrêt des exportations sénégalaises de céréales	Baisse de la disponibilité de riz asiatique dans les marchés, hausse du prix de riz asiatique entraînant une hausse des prix des céréales de substitution : blé, maïs, sorgho	Moins Probable	Flux transfrontaliers, prix des céréales
	Absence de lâchées d'eau de Manantalli	Récoltes irriguées de contre saison froide (jan-mars) et chaude (avril/juillet/aout) limitées. Les prix des produits de contre saison restent stables grâce aux importations du Sénégal, du Maroc, et de l'Algérie, ce qui entrainerait une baisse des revenus des ménages.	Peu Probable	Niveaux du fleuve

* Niveaux de probabilité	Description
Moins probable	Pourrait se réaliser pendant la période de projection si les conditions changeraient légèrement.
Peu probable	Pourrait se réaliser pendant la période de projection si les conditions changeraient significativement.



Le blé et le riz local sont les produits alimentaires les plus importants pour les ménages les plus pauvres. Les ménages plus aisés et les ménages à revenu moyen consomment du riz importé à la place. Le marché Socogim de Nouakchott est le plus important du pays et a des liaisons avec le Sénégal et le Maroc.

*NOTE: Les prix historiques ne sont disponibles que pour le marché de la capitale. La collecte des données commence actuellement dans les autres marchés notés sur la carte.

Les prix mensuels sont fournis par les enquêteurs de FEWS NET, les organismes publics locaux, les systèmes d'information sur les marchés, les agences de l'ONU, les ONG et d'autres partenaires du milieu associatif et du secteur privé.

